RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ADEME
AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

LES FRANÇAIS ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ETAT DE L'OPINION EN 2026

EXPERTISES

27ème vague du baromètre

RAPPORT FINAL

Octobre 2026

verian

REMERCIEMENTS

Anaïs Rocci (ADEME, Service Dynamiques Sociales de la Transition, Direction Exécutive Prospective et Recherche), Ilaria Casillo (Direction Exécutive Prospective et Recherche)
Eddy Vautrin-Drumaine, Chloé Alexandre, Céleste Tran Ba Huy (Verian)
Eric Pautard (Commissariat Général au Développement Durable, Service des données et études statistiques)

CITATION DE CE RAPPORT

Eddy Vautrin-Drumaine, Chloé Alexandre, Céleste Tran Ba Huy (Verian), ADEME. 2026. Les Français et le changement climatique. Etat de l'opinion en 2026, 27ème vague du baromètre. 50 pages.

Cet ouvrage est disponible en ligne https://librairie.ademe.fr/

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l'ADEME
ADEME
20, avenue du Grésillé
BP 90 406 | 49004 Angers Cedex 01
Numéro de contrat : 2025MA000105

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : Verian
Coordination technique - ADEME : ROCCI Anaïs
Direction/Service : Direction Exécutive Prospective et Recherche, Service Dynamiques Sociales de la Transition

SOMMAIRE

1. CONTEXTE DU BAROMÈTRE 5

2. MÉTHODOLOGIE 6

3. PRINCIPAUX RÉSULTATS CONCERNANT L'ENQUÊTE GRAND PUBLIC ... 8

3.1. L'importance accordée à l'environnement et au changement climatique des Français 8
3.2. L'inquiétude face au changement climatique 11
3.3. La perception des conséquences présentes et futures du changement climatique 15
3.4. La perception des discours scientifiques sur le changement climatique 19
3.5. Les pratiques informationnelles sur le changement climatique 21
3.6. L'opinion sur les solutions collectives face au changement climatique et le rôle des différents acteurs 25
3.7. L'opinion sur les mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique .. 31
3.8. L'engagement personnel déclaré face au changement climatique 34

4. CONCLUSION 45

INDEX DES TABLEAUX 47

RÉSUMÉ

Administrée au cours du mois de juillet 2026, à la suite d'un début d'été marqué par des vagues de chaleur particulièrement intenses et par plusieurs épisodes d'incendies de grande ampleur, cette nouvelle édition de l'enquête « Les français et le changement climatique – Etat de l'opinion » met en évidence un renforcement de la perception des effets du changement climatique au sein de la population française. Si la période de passation de l'enquête a pu avoir des effets sur les réponses des Français, les résultats sont toutefois à prendre avec précaution et seront à suivre dans le temps, du fait d'une part de l'effet conjoncturel sur l'opinion, et d'autre part, de quelques évolutions méthodologiques réalisées sur cette vague d'enquête.

Cette année est surtout marquée par une forte progression de l'inquiétude climatique : plus de huit répondants sur dix, en hausse de dix points par rapport à l'année dernière. Dans le même temps, la part des Français indiquant avoir déjà subi les conséquences de désordres climatiques sur son lieu d'habitation continue de progresser, atteignant 55%, soit le double de ce qui était observé lors de l'intégration de cet indicateur en 2014.

Cette expérience plus concrète des phénomènes climatiques s'accompagne d'un pessimisme croissant quant à l'avenir. Plus des deux tiers des Français considèrent désormais qu'il ne sera pas possible de limiter le changement climatique à des niveaux raisonnables d'ici la fin du siècle, et 80 % anticipent une dégradation importante des conditions de vie au cours des prochaines décennies. Dans ce contexte, la confiance dans l'expertise scientifique demeure majoritaire, tandis qu'une part croissante de la population estime que les scientifiques pourraient sous-estimer les risques liés au changement climatique.

Les attentes à l'égard de l'action publique apparaissent également renforcées. Les Français sont plus nombreux que l'année dernière à considérer que les territoires devront s'adapter aux nouvelles conditions climatiques. Toutefois, l'opinion sur leur capacité réelle à y parvenir apparait moins consensuelle. Les mesures actuellement mises en œuvre localement sont majoritairement jugées insuffisantes et plus globalement, seuls un tiers des répondants estime que les actions engagées en France depuis l'Accord de Paris sont à la hauteur des objectifs fixés. Enfin, les actions individuelles pour réduire les gaz à effet de serre demeurent globalement stables. Si des gestes du quotidien sont largement installés dans les habitudes, les répondants soulignent que les efforts supplémentaires dépendront avant tout des conditions d'accessibilité et de coût économique des alternatives.

Contexte du baromètre

L'aggravation du phénomène de changement climatique induit par les émissions de gaz à effet de serre a conduit l'ADEME dès l'année 2000 à mettre en place des mesures régulières des représentations et opinions de ces phénomènes au sein de la société Française. A cet effet, des enquêtes par sondage sur des échantillons représentatifs de la population française métropolitaine, âgée de 15 ans et plus, ont été réalisées à échéance régulière depuis cette date.

Les questionnaires de ces enquêtes sont conçus par l'ADEME avec l'aide d'un prestataire de service[1]. Les enquêtes sont ensuite techniquement mises en œuvre sur le terrain par un institut de sondage, Opinion Way depuis 2014, repris par Verian en 2026.

L'enquête annuelle de l'ADEME se déroule en règle générale fin juin et début juillet. Cette année, le terrain a été réalisé entre le 15 et le 25 juillet, soit après 3 vagues de canicules. Selon le bilan climatique de Météo-France, l'été 2026 a été le plus chaud jamais enregistré en France depuis le début des mesures en 1900. Le pays a connu un nombre de jours en vague de chaleur inédit, avec 53 jours répartis sur trois épisodes successifs, contre 33 jours lors du précédent record observé en 2022. L'été a également été marqué par des sécheresses importantes et des incendies d'une ampleur exceptionnelle.

Les résultats observés en 2026 semblent s'inscrire dans un contexte particulièrement marqué par la succession d'événements climatiques extrêmes observés ces dernières années et notamment au moment de la période d'enquête. Toutefois, des évolutions méthodologiques (présentées ci-après) invitent à prendre des précautions d'interprétation.

L'ensemble des résultats donne lieu à un rapport d'analyse, réalisé cette année par Verian. Le présent rapport constitue le vingt-septième exemplaire de cette série qui constitue un véritable baromètre des opinions liées au changement climatique dans notre société.

[1] La société de conseil "RCB Conseil" depuis le début du baromètre et jusqu'en 2025, ainsi que le bureau de sondage.

Méthodologie

Les enquêtes d'opinion sur le changement climatique sont réalisées sur la base d'un sondage administré à un échantillon représentatif de la population Française métropolitaine âgée de 15 ans et plus constitué selon la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, catégorie d'agglomération et de région de résidence).

L'enquête de cette année a été réalisée du 15 au 25 juillet auprès d'un échantillon de 2360 personnes représentatif de la population française métropolitaine (au lieu de 1500 personnes ces dernières années), constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe croisé par l'âge, la catégorie socioprofessionnelle (en 7 tranches), la catégorie d'agglomération (Rural, 2000 à 20 000 habitants, 20 000 à 100 000 habitants, Plus de 100 000 et Agglomération parisienne) et la région de résidence.

Le recours à des quotas croisés âge x sexe a été ajouté cette année (selon les 5 classes habituelles) afin de garantir une représentation encore plus fidèle des principales catégories sociodémographiques de la population. Cette méthode évite en effet certains déséquilibres fréquemment observés en enquête, comme une surreprésentation des jeunes femmes et, à l'inverse, une sous-représentation des jeunes hommes, alors même que les marges d'âge et de sexe sont respectées. Elle contribue ainsi à limiter les biais de structure et à renforcer la robustesse des résultats.

Depuis 2014, des populations spécifiques ou sur-échantillons complémentaires sont interrogés en plus du « grand public ». **Cette année, un sur-échantillon de jeunes âgés de 15 à 29 ans a été réalisé**. **Les analyses associées font l'objet d'un autre rapport.**

Des origines jusqu'à l'année 2013 le mode de passation du questionnaire a été le téléphone. L'évolution généralisée des techniques d'enquête vers des enquêtes dites « en ligne » c'est à dire constituées de panels d'internautes a été décidée en 2013 suite à une expérimentation au cours de laquelle le même questionnaire a été administré pour comparaison d'un côté par une enquête téléphonique de l'autre par une enquête « en ligne ». Depuis l'année 2014, le mode « en ligne » a été définitivement choisi, sauf pour certains échantillons supplémentaires spécifiques.

A noter également que si l'enquête était réalisée depuis 2014 avec le bureau de sondage Opinion Way, cette année, **un changement de prestataire** a eu lieu, donnant la main à Verian.

Pour assurer son rôle de baromètre et avoir des indicateurs pérennes, l'essentiel des questions sont conservées. Toutefois, des modifications sont parfois apportées au questionnaire pour renforcer sa qualité mais aussi pour l'adapter car le sujet et le contexte évoluent (par exemple « la santé publique » a été ajoutée dans la liste des enjeux pour la France suite à l'épidémie de coronavirus). Ainsi, cette année, **les évolutions apportées au questionnaire résultent essentiellement de l'ajout de nouveaux indicateurs et de la suppression de questions devenues moins pertinentes au regard des objectifs de l'étude**. Afin de

préserver la comparabilité du baromètre, **l'architecture générale du questionnaire et l'enchaînement des principales thématiques ont été maintenus**. Si ces ajustements peuvent générer des effets de contexte limités sur certaines réponses, ils ont été réalisés dans le souci de conserver au maximum les équilibres du dispositif et de garantir la continuité des principaux enseignements du baromètre.

Pour mesurer l'influence éventuelle du vocabulaire utilisé et du changement de formulation, les enquêtes ont régulièrement recours à la technique du « fichier partagé » (*split sample*), qui consiste à soumettre à deux sous-échantillons de taille équivalente des formulations différentes d'une même question. Cette approche permet d'identifier l'effet des mots employés sur les réponses, comme cela a été fait par le passé pour les termes « effet de serre », « réchauffement climatique » ou « changement climatique » par exemple.

Une combinaison de dispositifs de contrôle est par ailleurs mise en place pour garantir la qualité des réponses :

- Une règle de suppression des questionnaires complétés pour « excès de vitesse » est appliquée si la longueur totale du questionnaire est inférieure à 40% de la médiane. La rapidité est de loin l'indicateur le plus pertinent de la mauvaise qualité des données.
- Une règle de suppression des « straightliners », qui sont des répondants qui cochent les réponses de la même colonne à une série de questions
- Des questions de contrôle d'attention posées dans le questionnaire

Une attention particulière a aussi été portée aux conditions d'affichage des modalités de réponse, et en particulier à la présence ou non de la modalité « Sans opinion » selon les questions afin de respecter les modalités de passation des vagues précédentes.

Bien que la continuité méthodologique ait été assurée et les biais limités, les évolutions méthodologiques intervenues sur cette vague invitent ainsi à privilégier une lecture en termes d'orientations générales plutôt qu'en termes de rupture ou de tournant. Par ailleurs, l'enquête ayant été réalisée pendant des périodes de canicules, l'effet conjoncturel sur les réponses est également à prendre en compte.

Malgré ces précautions d'interprétation, la cohérence d'ensemble des résultats obtenus et la convergence de plusieurs indicateurs suggèrent l'existence de dynamiques réelles dont les prochaines éditions du baromètre permettront de confirmer, ou non, l'ampleur et la stabilité dans le temps.

Principaux résultats concernant l'enquête grand public

1.1. L'importance accordée à l'environnement et au changement climatique des Français

Tableau 1-Dans cette liste, quelle est la question qui vous paraît la plus importante/prioritaire aujourd'hui pour la France ? (En premier ? En second ? En troisième ?)

	En premier															
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
La hausse des prix	14	9	10	9	6	5	6	8	12	7	8	38	28	26	20	21
Les déficits publics et la dette de l'Etat	10	14	9	14	12	11	10	7	9	8	6	5	7	9	17	14
L'immigration	4	4	3	10	16	15	14	19	14	9	14	9	13	15	14	11
La santé publique[2]										21	17	8	8	7	8	11
La sécurité des biens et des personnes	7	6	5	4	5	12	9	8	8	5	11	5	12	9	11	11
L'environnement / La transition écologique[3]	7	6	7	2	4	5	6	8	16	10	13	10	12	9	8	10
Les inégalités	11	10	10	7	7	8	9	10	10	8	7	7	6	7	5	6
L'emploi	26	30	37	35	37	30	29	22	16	19	12	7	5	5	5	5
Les impôts et taxes	4	4	6	12	8	8	9	9	9	5	5	2	3	5	4	5
L'éducation et la recherche	12	11	9	3	3	4	5	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Le logement	4	5	3	2	1	2	2	3	2	2	2	2	1	3	3	2
Les transports	1	1	1	0	0	1	1	2	1	2	1	1	1	1	1	0

Posée en début de questionnaire depuis quinze ans, cette question mesure le niveau de « l'environnement / la transition écologique » parmi les principales préoccupations des Français pour leur pays. L'année 2019 reste exceptionnelle puisque l'environnement prenait la 1ère place du classement à égalité avec l'emploi, largement en tête depuis le début du baromètre, avec 16 % des répondants qui plaçaient cet enjeu en tête, dans un contexte de forte mobilisation politique, médiatique et scientifique — marches pour le climat, publication du rapport spécial du GIEC, etc. Depuis, **la préoccupation environnementale demeure globalement plus élevée qu'avant 2019, mais elle a reculé dans la hiérarchie au gré de l'actualité**. La crise de la Covid-19 a d'abord placé la santé publique au premier plan en 2020 (21 %, puis 17 % en 2021). À partir de 2022, l'inflation et la hausse des prix se sont imposées, culminant à 38 % cette année-là, restant, malgré un recul, la première préoccupation en 2026 (21 %). L'inquiétude liée aux déficits publics et à la

[2] En 2020 l'item « La santé publique » a été proposé à une moitié de l'échantillon sélectionnée au hasard. En 2021, il a été proposé à tous les répondants.

[3] En 2025, l'item « l'environnement » a été reformulé « l'environnement / la transition écologique »

dette, jusque-là modérée, s'est également renforcée depuis 2025. **En 2026, l'environnement se situe ainsi en 6ème position des préoccupations sur les 12 listées dans l'enquête, malgré un été marqué par des épisodes météorologiques extrêmes** ; avec 10 % des Français qui les considèrent comme le sujet le plus important. **L'environnement demeure donc un enjeu identifié, mais il est devancé par des préoccupations davantage affectées par la conjoncture.**

L'importance accordée à ces différentes préoccupations varie également selon certaines caractéristiques socio-démographiques, notamment l'âge : par exemple, la dette publique préoccupe davantage les plus âgés (22% contre 14% en moyenne). Inversement, les jeunes sont plus sensibles aux questions d'inégalités (15% contre 5%). Certains enjeux sont aussi liés au niveau de revenu : les plus aisés accordent plus d'importance à la dette (20% contre 14%) tandis que les plus bas revenus s'inquiètent plus fortement de la hausse des prix (27% contre 21%).

Tableau 2 - Dites-moi si la protection de l'environnement est importante ou pas pour vous. Vous donnerez la note 10 si elle est d'une extrême importance, la note 1 si elle n'a aucune importance. Les notes intermédiaires servent à nuancer votre jugement.

	Notes 1 à 6	Notes 7 à 8	Note 9 et 10	Notes supérieures à 6
2014	18	41	42	83
2015	18	42	40	82
2016	21	43	35	78
2017	25	34	41	75
2018	20	39	41	80
2019	15	40	45	85
2020	14	46	40	86
2021	19	51	30	81
2022	16	47	37	84
2023	21	45	34	79
2024	20	46	35	81
2025	21	44	34	78
2026	19	45	36	81

Lorsqu'elle est évaluée indépendamment des autres enjeux de société, **la protection de l'environnement apparaît comme une préoccupation durablement ancrée dans l'opinion**. Si son rang parmi d'autres priorités peut varier selon le contexte économique ou social, dans l'absolu, son importance demeure remarquablement stable : depuis plus de dix ans, au moins 75 % des Français lui attribuent une note supérieure à 6 sur 10, dont environ un tiers lui accordent une note de 9 ou 10. En 2026, 81 % considèrent cet enjeu comme important (note supérieure à 6), dont 36 % lui attribuent une importance très élevée (9 ou 10 sur 10).

L'été 2026 semble accentuer la sensibilité écologique des habitants du Sud-Ouest par rapport au reste de la population : 45 % des répondants issus de cette région considèrent la protection de l'environnement comme un enjeu « extrêmement important », contre 36 % pour l'ensemble de la population. En effet, 44 % des répondants déclarant avoir subi les effets de phénomènes climatiques extrêmes considèrent également la protection de l'environnement comme « extrêmement importante ». **Ce résultat tend à suggérer que l'exposition directe aux conséquences des dérèglements climatiques renforce, au moins momentanément, la sensibilité à ces questions.**

Tableau 3 -Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quels sont les deux qui vous semblent les plus préoccupants ? (En premier ? En second ?)

	En premier																					
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
L'effet de serre : le réchauffement climatique / changement climatique[4]	19	21	33	29	28	19	15	16	17	24	33	26	30	22	34	34	34	43	36	29	36	46
La dégradation de la faune et de la flore	11	9	8	9	11	13	13	14	15	14	13	13	18	22	21	21	21	16	15	17	13	17
La pollution de l'air	21	21	21	17	15	16	15	18	18	20	17	20	19	18	12	14	9	11	11	9	7	9
La pollution de l'eau	23	20	18	20	19	23	20	22	20	17	14	13	9	12	12	8	8	8	13	12	12	9
Les déchets ménagers et industriels	8	9	8	9	7	9	7	9	8	10	7	8	6	8	9	7	13	10	9	9	7	5
La pollution des sols	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	9	4
La dégradation des paysages	2	2	2	2	3	3	3	5	4	5	4	5	5	3	3	5	5	4	5	5	5	4
Le bruit	5	5	3	5	5	6	3	3	2	4	4	5	4	5	3	5	5	4	4	5	6	3
Les accidents industriels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2

Parmi les différents enjeux environnementaux, le changement climatique s'impose comme la principale préoccupation depuis plus de dix ans, alors qu'il se situait encore au même niveau que la pollution de l'air et de l'eau jusqu'en 2014. Cette tendance se renforce nettement en 2026 : la part des Français qui le considèrent comme le problème environnemental le plus préoccupant progresse de 10 points pour

[4] *Avant 2024, l'item était libellé « L'effet de serre / le réchauffement climatique »*

atteindre 46 %. Les préoccupations liées à la biodiversité, notamment à la dégradation de la faune et de la flore, gagnent également du terrain depuis une dizaine d'années, prenant la 2ème place du classement, loin derrière (17%).

Le changement climatique est plus fréquemment cité comme le principal problème environnemental par les personnes les plus diplômées : 51 % des répondants titulaires d'un diplôme supérieur au baccalauréat le placent en tête, contre 42% des moins diplômés. Les ruraux (41%) et les CSP-[5] (40%) sont également un peu moins nombreux à le citer comme première préoccupation.

1.2. L'inquiétude face au changement climatique

Tableau 4– Personnellement, êtes-vous inquiet ou pas concernant le changement climatique ?

	2025	2026
Très inquiet	27	34
Assez inquiet	45	48
Total **"Inquiet"**	72	82
Peu inquiet	20	13
Pas du tout inquiet	7	5

Introduite en 2025, cette question met en évidence une nette progression de l'inquiétude des Français face au changement climatique en seulement un an. **La proportion de répondants se déclarant « inquiets » atteint 82 % en 2026, soit une hausse de 10 points par rapport à l'année précédente (72 %).** Cette évolution est principalement portée par l'augmentation de la part des personnes se déclarant « très inquiètes », qui passe de 27 % à 34 % en un an.

Cette inquiétude apparaît particulièrement forte parmi les personnes les plus directement confrontées ou sensibilisées aux enjeux climatiques. Ainsi, 90 % des répondants déclarant avoir subi les conséquences de désordres climatiques se disent inquiets face au changement climatique (contre 71% des personnes n'ayant jamais subi les conséquences de désordres climatiques). De même, 92% de ceux qui se sentent particulièrement impliqués et engagés sur ces sujets, se disent inquiets, contre 49% chez eux qui ne se sentent pas du tout impliqués. Les plus jeunes, âgés de 15 à 17 ans, se montrent un peu moins inquiets que la moyenne, à 70 % (-12pts).

[5] CSP - : Catégories socio-professionnelles inférieures qui comprennent les employés, les ouvriers.
CSP + : Catégories socio-professionnelles supérieures qui sont composés de tous les autres actifs occupés (agriculteurs/artisans/commerçants/chefs d'entreprise, Cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires.

Tableau 5- A titre personnel, quand vous pensez au changement climatique, vous ressentez… ? (En premier ? En second ?)

	En Premier
Impuissance	26
Anxiété	13
Peur	10
Colère	9
Tristesse	8
Résignation	5
Lassitude	5
Frustration	4
Espoir	3
Indifférence	3
Culpabilité	2
Détermination	2
Confiance	2
Optimisme	2
Solitude	1
Enthousiasme	0

Cette nouvelle question en 2026 explore les émotions que suscite le changement climatique auprès des Français. **Les résultats montrent une prédominance des émotions négatives, l'impuissance étant le sentiment le plus fréquemment cité (26%).** Viennent ensuite l'anxiété (13 %), la peur (10 %), la colère (9 %) et la tristesse (8 %).

Les 18-24 ans se distinguent par des niveaux plus élevés de peur (25 % vs 20%) et de frustration (19 % vs 11%). Les femmes expriment également plus d'anxiété (29% vs 24%) et plus de peur (23% vs 20%).

Le niveau d'engagement déclaré joue également un rôle important dans les émotions ressenties. Les personnes se sentant très engagées sur les questions environnementales déclarent plus souvent de la peur (26 % vs 20%) et de la colère (24 % vs 18%). À l'inverse, les répondants ne se considérant pas du tout engagés sont davantage enclins à évoquer l'indifférence (19 % vs 5%).

Tableau 6- Quels sont les conséquences du changement climatique qui vous inquiètent le plus (en premier ? en second ?)[6]

	En premier									
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 A	2026 B
L'augmentation des catastrophes naturelles (tempêtes, inondations, effondrement des côtes)	50	53	46	48	53	43	33	32	36	35
Le réchauffement des températures notamment en été	9	14	13	15	16	22	13	17	20	19
L'épuisement de la ressource en eau	-	-	-	-	-	-	16	16	17	20
L'extinction de certaines espèces	-	-	-	-	-	-	10	6	8	8
Les conflits politiques et sociaux dues aux crises alimentaires et économiques	10	10	12	11	11	10	6	5	6	-
Les crises économiques et financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Les migrations de population	17	12	13	14	9	13	10	10	5	5
Le développement de nouvelles maladies dans des zones auparavant épargnées	7	5	9	8	5	5	6	5	3	3
Les conflits entre Etats	4	3	5	3	4	5	5	6	3	3
Aucun	3	3	2	2	1	2	1	2	2	2

Les résultats montrent que **l'augmentation des catastrophes naturelles demeure, comme lors des années précédentes, la conséquence du changement climatique qui inquiète le plus les Français**. Après le recul observé en 2024, lié à l'introduction de nouvelles modalités permettant de préciser les sources d'inquiétude, cet item progresse de nouveau et est cité par 35% des répondants. **Dans l'ensemble, la hiérarchie des craintes reste stable : les trois conséquences les plus importantes demeurent les catastrophes naturelles, suivies du réchauffement des températures, puis de l'épuisement des ressources en eau**.

Enfin, en 2026, deux formulations différentes d'une même modalité ont été présentées à deux moitiés de l'échantillon (tandis que toutes les autres modalités restaient les mêmes) : Une forme A reprenant la formulation historique faisant référence aux conflits politiques et sociaux pouvant résulter des crises alimentaires et économiques ; Une forme B remplaçant cette modalité par une référence plus directe aux crises économiques et financières susceptibles d'être engendrées par le changement climatique. Ce changement de formulation a un impact limité à la fois sur la propension des répondant à se saisir de la modalité, ainsi que sur la hiérarchie générale des réponses.

[6] Avant 2026, la question interrogeait les « aspects » plutôt que les conséquences

Tableau 7– Quels sont les 5 premiers mots ou expressions qui vous viennent spontanément à l'esprit quand vous pensez au changement climatique ?

	% d'évocation[7]
Conséquences climatiques, environnementales et évènements météorologiques	**72**
Chaleur, canicule, hausse des températures	*51*
Incendies, feux de forêts	*16*
Inondations, crues, submersions	*15*
Sècheresse, aridité, manque de pluie	*14*
Tempêtes, orages violents, grêle, cyclones, tornades	*13*
Fonte des glaces, montées des eaux	*12*
Atteinte à la biodiversité et aux milieux naturels	*9*
Causes du changement climatique *(responsabilité humaine, pollution)*	**30**
Impacts humains et socio-économiques *(santé physique, inégalités sociales)*	**23**
Phénomène climatique généraliste *(Réchauffement, changement, dérèglement, climat météo)*	**22**
Ressenti et réactions émotionnelles *(tristesse, peur, angoisse, inquiétude)*	**15**
Actions et solutions *(Adaptation, résilience, nécessité et urgence d'agir, transition, décarbonation)*	**10**
Contestation du changement climatique et critique des responsables politiques	**9**
NSP / Rien / Autre	**2**

Cette question ouverte, introduite en 2026, visait à **explorer les représentations spontanées des répondants à l'égard du changement climatique.** Les réponses recueillies ont fait l'objet d'une analyse quantitative et qualitative thématique permettant d'identifier les principaux registres de perception et d'association mobilisés. La représentation graphique ci-dessous restitue les thèmes les plus fréquemment évoqués par les participants (en gras) et, pour le thème le plus abordé, des sous thèmes (en italique) permettant de préciser le contenu.

Les participants associent en grande majorité le changement climatique à ses conséquences : près des trois quarts des répondants (72 %) évoquent spontanément des mots en lien à des manifestations climatiques ou environnementales. Les phénomènes les plus fréquemment cités sont la chaleur, les canicules et la hausse des températures (51 %) qui font écho aux trois épisodes de canicules vécues par les répondants entre mai et juillet 2026 soit juste avant ou pendant l'enquête. Plus modérément, sont ensuite cités les incendies (16 %), les inondations (15 %), les sécheresses (14 %) ou encore les tempêtes et événements météorologiques extrêmes (13 %). **Cette prédominance des conséquences observables témoigne d'une perception plutôt concrète et palpable du changement climatique**. Les répondants font davantage référence à des phénomènes qu'ils peuvent directement constater ou subir personnellement qu'à des mécanismes scientifiques ou à des enjeux plus abstraits ou de long terme (30% seulement des

[7] Note de lecture : les pourcentages ne totalisent pas 100 %, chaque répondant ayant la possibilité de citer jusqu'à cinq mots. Exemple de lecture : 72% des Français ont cité parmi les 5 mots un mot ou une expression se rapportant aux conséquences du changement climatique et 51% ont cité un mot ou une expression se rapportant au thème de la chaleur, de la canicule et de la hausse des températures.

citations parmi les 5 mots renvoient aux causes du changement climatique, 22% y font références avec des mots ou expressions généralistes). Les moins de 25 ans se démarquent néanmoins en faisant davantage référence dans leurs choix de mots aux causes du changement climatique, à 42%.

1.3. La perception des conséquences présentes et futures du changement climatique

Tableau 8- Là où vous habitez, avez-vous déjà subi les conséquences de désordres climatiques ?

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Oui, souvent	3	2	4	4	5	8	4	8	7	8	11	9
Oui, parfois	24	25	31	32	35	37	36	43	37	45	41	47
Total "Oui"	**27**	**27**	**35**	**35**	**40**	**46**	**40**	**51**	**45**	**52**	**52**	**55**
Non, rarement	43	43	40	39	39	39	37	36	38	33	33	32
Non, jamais	30	29	25	26	21	15	23	14	17	15	15	13

L'expérience de subir « souvent ou parfois » les conséquences de désordres climatiques sur son lieu d'habitation continue de progresser en 2026. Après avoir atteint un premier niveau élevé en 2022 (51 %), puis s'être maintenue à 53 % en 2024 et 52 % en 2025, cette proportion atteint cette année 55 %, soit son niveau le plus élevé depuis le début de la mesure. Cette progression résulte principalement de l'augmentation des répondants déclarant avoir « parfois » subi les conséquences de désordres climatiques (47 % contre 41 % en 2025), tandis que la part de ceux déclarant y être confrontés « souvent » reste stable (9 %).

Tableau 9- Plus largement, ces dernières années avez-vous déjà constaté sur les territoires que vous connaissez bien en France une intensification…

	Total "Oui"[8]
Des épisodes de fortes chaleurs	92
Des épisodes de sècheresse	88
Des phénomènes météorologiques extrêmes (tempêtes, orages violents, grêle)	82
Des incendies	77
Des inondations	68
De la baisse de l'enneigement en montagne	66

[8] Note de lecture : les pourcentages ne totalisent pas 100 %, chaque répondant indiquant son degré d'accord avec chaque modalité

De l'érosion côtière et du retrait du trait de côte	57
Des mouvements de terrain (retrait/gonflement des sols argileux, éboulements…)	53

Cette question, intégrée en 2026, permet de définir plus précisément les phénomènes environnementaux les plus constatés sur les territoires. Si l'ensemble des phénomènes listés a été vécu par au moins la moitié des répondants, **on retrouve en proportion plus importante les épisodes de fortes chaleurs (92 %), les épisodes de sécheresse (88 %) et les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les tempêtes, les orages violents ou la grêle (82%)**. Quelques différences territoriales apparaissent dans les réponses, de manière cohérente avec les réalités locales des régions. Les habitants du Sud-Ouest sont plus nombreux à déclarer avoir observé des incendies (81 %), tandis que ceux du Nord-Ouest mentionnent davantage les inondations (73 %) et l'érosion côtière (66 %). Les habitants du Sud-Est se distinguent quant à eux par une plus forte observation de la baisse de l'enneigement en montagne (74 %).

Tableau 10 - Par rapport aux effets du changement climatique, diriez-vous que …

Aujourd'hui j'arrive à m'adapter mais ça va devenir de plus en plus compliqué à l'avenir	65
Aujourd'hui j'arrive à m'adapter et j'y arriverai encore à l'avenir	23
Aujourd'hui j'ai déjà des difficultés à m'adapter	11
Ne sait pas	1

Introduite en 2026, cette question met en évidence une reconnaissance limitée des Français de leur capacité à faire face individuellement et durablement aux conséquences du changement climatique. Une majorité de répondants, **65 %,** estime parvenir aujourd'hui à s'adapter, **mais considèrent que cette adaptation deviendra de plus en plus difficile à l'avenir.** Seuls 23 % pensent être en mesure de continuer à s'adapter sans difficulté particulière, tandis que 11 % déclarent déjà rencontrer des difficultés d'adaptation.

Les réponses varient sensiblement selon la situation économique des répondants. **Les personnes les plus à l'aise financièrement expriment une plus grande capacité d'adaptation individuelle** : 27 % des répondants déclarant vivre facilement avec leurs revenus et 39 % de ceux indiquant vivre très facilement estiment qu'ils parviendront à s'adapter à l'avenir. À l'inverse**, les difficultés d'adaptation sont plus fréquemment exprimées par les personnes ayant une situation économique fragile** : 14 % des répondants déclarant vivre difficilement avec leurs revenus et 21 % de ceux déclarant vivre très difficilement indiquent déjà rencontrer des difficultés d'adaptation.

Tableau 11 - Les conséquences possibles du changement climatique vous amènent-elles à réfléchir à vos choix pour l'avenir concernant…

	Total "Oui"[9]
Votre logement (travaux d'isolation thermique…)	65
Vos projets de vacances ou de loisirs (arrêt de certaines activités ou destinations…)	59
Votre projet d'enfant (uniquement aux moins de 35 ans)	50
Votre travail (orienter mes études ou celles de mes enfants vers certains métiers, en écarter d'autres, envisager une reconversion professionnelle, etc.	39
Votre lieu de vie (déménagement dans un autre territoire…)	38

Cette nouvelle question, intégrée en 2026, permet d'appréhender les effets possibles des conséquences du changement climatique sur les choix d'avenir. **Parmi les différents domaines proposés, le logement est le plus cité** : 65 % des répondants déclarent que les enjeux climatiques les amènent à réfléchir à leur choix d'avenir concernant leur logement et la réalisation de travaux d'isolation thermique. Viennent ensuite la réflexion sur les projets de vacances ou de loisirs (59 %) en évitant certaines destinations ou en abandonnant des activités, puis, parmi les répondants âgés de moins de 35 ans, les projets d'enfant (50 %).

Les réponses varient selon les ressources économiques et la position sociale des répondants. Ainsi, l'impact potentiel du changement climatique sur les choix en matière de logement est plus fréquemment mentionné par les ménages disposant des revenus les plus élevés (79 % pour les revenus supérieurs à 5 000 € mensuels, contre 58 % pour les revenus inférieurs à 2 000 €) ainsi que par les catégories socioprofessionnelles supérieures (69 %, contre 63% pour les CSP-). Les jeunes en âge de travailler sont quant à eux particulièrement nombreux à s'interroger sur les conséquences pour leur avenir professionnels notamment les 18-24 ans (60%, +21pts par rapport à la moyenne). Par ailleurs, bien que le lieu de vie interpelle moins dans l'ensemble de la population, les résultats montre une rupture importante à partir de 50ans, où les réflexions sur des possibilités de déménagement s'amenuisent : 63% des 18-24ans le citent, 52% des 25-34ans et encore 43% des 35-49ans.

[9] Note de lecture : les pourcentages ne totalisent pas 100 %, chaque répondant indiquant son degré d'accord avec chaque modalité

Tableau 12 - Si le changement climatique continue, à votre avis, quelles seront les conséquences en France d'ici une cinquantaine d'années ?

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles à cause des dérèglements climatiques	60	61	54	59	51	53	57	53	55	57	55	67	66	67	68	64	72	68	65	65	80
Il y aura des modifications de climat mais on s'y adaptera sans trop de mal	34	34	40	35	41	40	36	39	43	40	40	30	32	31	29	32	25	28	32	30	19
Le réchauffement aura des effets positifs.	3	4	4	4	5	5	4	5	2	3	4	3	2	3	3	3	3	4	3	4	1

La perception d'une dégradation des conditions de vie sous l'effet du changement climatique s'inscrit dans une tendance de long terme à la hausse. Relativement stable autour de 61 % jusqu'au milieu des années 2010, cet indicateur a franchi un premier palier à partir de 2017 pour se situer durablement autour de 67 %. **Entre 2025 et 2026, une nouvelle accélération est observée** : 80 % des répondants expriment désormais cette inquiétude, soit le niveau le plus élevé enregistré depuis la création du Baromètre.

Cette crainte est particulièrement présente parmi les jeunes adultes. Les 18-34 ans sont ainsi 87 % à anticiper une dégradation des conditions de vie liée au changement climatique. Cette proportion atteint également 87 % parmi les personnes se considérant engagées sur les questions environnementales et parmi celles déclarant avoir déjà subi les conséquences de désordres climatiques.

Tableau 13 -Pensez-vous que le changement climatique sera limité à des niveaux raisonnables d'ici à la fin du siècle ?

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Oui, certainement	4	5	4	5	5	5	8	6	5	5	6	8	5
Oui, probablement	36	38	39	37	34	30	31	28	28	30	34	25	27
Total Oui	**40**	**43**	**43**	**43**	**39**	**35**	**39**	**34**	**33**	**35**	**40**	**33**	**32**
Non, probablement pas	51	49	47	49	49	51	49	52	53	50	46	49	56
Non, certainement pas	9	7	9	8	12	14	12	14	14	14	14	17	12
Total Non	**60**	**56**	**56**	**57**	**61**	**65**	**61**	**66**	**67**	**64**	**60**	**66**	**68**

En 2015, la proportion de répondants estimant qu'il serait possible de limiter le changement climatique « à des niveaux raisonnables » atteignait 43 %, soit le niveau le plus élevé observé depuis l'introduction de cette question dans le Baromètre. Ce résultat pouvait notamment être mis en relation avec le contexte de la Conférence de Paris sur le climat (COP21), organisée la même année, qui avait suscité des attentes et espoirs importants quant à la capacité de la communauté internationale à agir face au changement climatique. Le taux a depuis baissé progressivement : **en 2026, près de deux tiers des Français considèrent que le changement climatique ne pourra pas être limité à des niveaux raisonnables d'ici la fin du siècle, tandis qu'environ un tiers demeure optimiste.** Cette évolution s'inscrit dans un contexte marqué par la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes et par une perception croissante de leurs conséquences sur les territoires et les conditions de vie.

Les perceptions varient principalement selon le niveau de diplôme, la région de résidence et le niveau d'implication et d'engagement déclaré des répondants. **Les personnes titulaires d'un diplôme supérieur au baccalauréat, celles résidant dans le Sud-Ouest ainsi que celles qui s'estiment très engagées sur les questions climatiques se montrent plus pessimistes quant à la possibilité de limiter le changement climatique à des niveaux jugés raisonnables d'ici la fin du siècle.**

1.4. La perception des discours scientifiques sur le changement climatique

Tableau 14 - On entend parfois des critiques contre les scientifiques qui étudient les évolutions du climat, disant qu'ils exagèrent les risques du changement climatique. D'autres disent au contraire que les scientifiques évaluent correctement les risques. Quelle

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 A	2025 B	2026
Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat exagèrent les risques du changement climatique	28	24	25	31	29	33	24	30	29	29	27	23	30	29	28	22	16
Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat évaluent correctement les risques du changement climatique	72	76	75	68	69	66	74	70	71	71	73	75	69	71	71	52	55
Les	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25	29

scientifiques qui étudient les évolutions du climat sous-estiment les risques du changement climatique																	

Dans la continuité de la formulation B testée l'an dernier, la question a été posée en 2026 selon une formulation intégrant trois modalités de réponse : les scientifiques « exagèrent » les risques du changement climatique, les évaluent « correctement » ou les « sous-estiment ». **Les résultats témoignent d'un niveau de confiance toujours majoritaire à l'égard de l'expertise scientifique pour évaluer les risques climatiques** : plus d'un répondant sur deux (55 %) considère que les scientifiques évaluent correctement les risques liés au changement climatique. La crédibilité accordée à l'expertise scientifique est plus marquée parmi les titulaires d'un diplôme supérieur au baccalauréat (60%) ainsi que les personnes âgées de 65 ans (62%).

Signe d'une inquiétude croissante, les proportions de ceux qui considèrent que les scientifiques « exagèrent » ou « sous estiment » évoluent en sens opposés : 29 % des répondants estiment désormais que les scientifiques sous-estiment les risques climatiques (+4pts) tandis que la part de ceux considérant ces risques comme exagérés recule à 16 % (-6pts).

Tableau 15 - Parmi ces trois (A) / quatre (B) opinions, laquelle est la plus proche de la vôtre ?

	2023	2024	2025	2026 A	2026 B
Il y a actuellement un changement climatique et il est dû à l'activité humaine	64	62	61	70	61
Il y a actuellement un changement climatique et il est dû à un phénomène naturel comme la Terre en a toujours connu	28	30	28	24	15
Il y a actuellement un changement climatique mais aujourd'hui personne ne peut dire avec certitude les vraies raisons des désordres du climat	-	-	-	-	19
Il n'y a pas actuellement de changement climatique	3	2	4	2	1
Vous n'avez pas d'avis, SR	5	6	7	4	4

En 2026, deux formulations différentes ont été présentées à deux moitiés de l'échantillon pour caractériser les formes de climatoscepticisme :

- Une forme A reprenant les modalités passées
- Une forme B intégrant une modalité supplémentaire permettant de reconnaître l'existence du changement climatique, tout en considérant qu'il est aujourd'hui impossible d'en déterminer avec certitude les causes.

Les résultats montrent qu'avec la formulation historique (forme A), les réponses demeurent globalement alignées avec celles observées au cours des dernières années. **Une nette majorité des répondants (70 %) attribue le changement climatique à l'activité humaine, soit une progression de 9 points par rapport à 2025.** Dans le même temps, 24 % considèrent qu'il s'agit principalement d'un phénomène naturel**, tandis que les positions niant l'existence du changement climatique restent très minoritaires (2 %).**

La formulation B fait toutefois apparaître des informations complémentaires quand on ajoute une modalité intégrant une notion de doute sur les causes du changement climatique**. Si la part des répondants attribuant le changement climatique à l'activité humaine demeure majoritaire (61 %), près d'un répondant sur cinq (19 %) choisit désormais la nouvelle modalité selon laquelle le changement climatique existe mais que ses causes exactes ne peuvent aujourd'hui être établies avec certitude.** Cette réponse devient ainsi la deuxième la plus fréquemment citée, devant l'explication reposant sur un phénomène naturel (15 %).

Les jeunes publics se distinguent par une adhésion plus forte à la responsabilité humaine du changement climatique (Formule A). Ainsi, les 15-17 ans et les 18-24 ans sont respectivement 85% à 83% à considérer que le changement climatique est principalement dû à l'activité humaine (+13-15pts par rapport à la moyenne). **Cette catégorie d'âge se caractérise également par des niveaux de climatoscepticisme particulièrement faibles cette année**, qu'il s'agisse de l'attribution du phénomène à des causes exclusivement naturelles ou de la négation de son existence.

1.5. Les pratiques informationnelles sur le changement climatique

Tableau 16 - Comment vous informez-vous sur les sujets en lien avec l'environnement, le changement climatique (En premier ? en second ?)

	En premier			
	2024	2025	2026 A	2026 B
Par les informations quotidiennes à la radio ou à la télévision	36	34	33	35
Par des émissions télé ou radio spécialisées	14	14	17	16
Par les réseaux sociaux	12	12	13	15
Par la presse quotidienne	10	10	11	9
Par la presse spécialisée	7	6	6	6
En discutant avec mes proches	7	8	6	7
Au travail/à l'école	3	3	5	4
Par un autre moyen	1	1	1	1
Par les services d'intelligence artificielle (Chat gpt, Claude, Mitral...)	-	-	-	2
Je ne m'informe pas sur ces sujets	11	11	8	8

Depuis l'introduction de cette question en 2024, **les résultats demeurent globalement stables et confirment la place préférentielle des médias traditionnels (radio et/ou télévision) par le public pour s'informer sur les enjeux environnementaux et le changement climatique.** En 2026, l'introduction d'une nouvelle modalité incluant les services d'intelligence artificielle permet de tenir compte du développement rapide de ces technologies comme source potentielle d'information sur les questions environnementales. Les résultats montrent toutefois que leur usage pour ce sujet reste encore limité (2% cité).

Les principales différences observées concernent l'âge des répondants. Les jeunes générations se distinguent par un recours beaucoup plus important (et en progression) aux réseaux sociaux pour s'informer sur les questions environnementales. L'IA reste marginale dans cette tranche d'âge, mais néanmoins un peu plus souvent citée.

Tableau 17 - (Aux personnes qui utilisent les réseaux sociaux pour s'informer sur l'environnement) À quelle fréquence allez-vous sur les réseaux sociaux suivants pour vous informer sur les sujets en lien avec l'environnement, le changement climatique ?

	Plusieurs fois par jour	
	2025	2026
Instagram	54	54
Facebook	57	47
YouTube	51	43
TikTok	42	41
WhatsApp	47	39
Twitter/X	28	16
LinkedIn	19	12

Cette question, posée uniquement aux répondants ayant indiqué utiliser les réseaux sociaux comme source d'information sur les questions environnementales, permet de préciser les plateformes privilégiées (soit 748 répondants). **Instagram incarne toujours une source d'information importante sur le climat, 54% utilisateurs de réseaux sociaux qui s'informent par ce biais au moins une fois par jour.** Par ailleurs, l'utilisation de Facebook et de Twitter/X comme réseaux sociaux les plus fréquemment consultés sur les sujets environnementaux et climatiques est en recul par rapport aux années précédentes.

Dans un contexte où certaines recherches[10] ont mis en évidence des différences entre réseaux sociaux dans la circulation des informations relatives aux enjeux environnementaux et climatiques, les usages des

[10] Voir en particulier deux publications : David Chavalarias, « Toxic Data. Comment les réseaux manipulent nos opinions » Champ, Actuel, 2023 & David Chavalarias, Paul Bouchaud, Victor Chomel, Maziyar Panahi. Les nouveaux fronts du dénialisme et du climato-scepticisme. 2023.

différentes plateformes ont été croisés avec plusieurs indicateurs du Baromètre relatifs aux perceptions du changement climatique. Les résultats mettent en évidence certaines différences selon les plateformes utilisées. **Les utilisateurs réguliers d'Instagram sont ainsi plus nombreux que la moyenne à considérer que le changement climatique est principalement dû à l'activité humaine (77 % contre 70 % pour l'ensemble de la population). À l'inverse, les utilisateurs réguliers de Twitter/X sont davantage enclins à considérer que les scientifiques exagèrent les risques liés au changement climatique (26 % contre 16 % dans l'ensemble de la population).** Ces écarts ne permettent pas d'établir un lien de causalité entre l'usage d'un réseau social et les opinions exprimées. Ils soulignent cependant l'existence de profils d'utilisateurs différents selon les plateformes et montrent que les représentations du changement climatique peuvent varier selon les environnements informationnels fréquentés par les répondants.

Tableau 18 - Sur les questions liées au changement climatique, direz-vous que chacune des sources d'information suivantes vous inspire plutôt… ?

	… de la confiance	… de la méfiance
Les scientifiques	63	11
Les associations et ONG spécialisées	48	18
Les enseignants	39	13
Les chaînes TV généralistes	30	27
Les chaînes d'information en continu	26	33
Les médias en ligne	18	34
L'intelligence artificielle	14	46
Les contenus d'influenceurs	9	60
Les politiques	9	61

Cette question, ajoutée en 2026, indique que les scientifiques demeurent, de loin, la source d'information inspirant le plus confiance aux Français sur les questions liées au changement climatique. Près des deux tiers des répondants (63 %) déclarent leur accorder leur confiance, devant les associations et ONG spécialisées (48 %) et les enseignants (39 %), et devant les médias de masse pourtant les plus consultés (voir tableau 16). Les nouvelles sources d'information numériques suscitent quant à elles des niveaux de confiance relativement faibles. L'intelligence artificielle est citée par 14 % des répondants, un niveau supérieur à celui accordé aux contenus d'influenceurs (9 %), équivalent à celui accordé aux responsables politiques (9 %).

Certaines différences apparaissent selon le profil des répondants. Les publics jeunes, et en particulier les 15-17 ans, déclarent globalement des niveaux de confiance plus élevés dans l'ensemble des sources d'information proposées. Les chaînes de télévision généralistes font exception, avec des niveaux de confiance proches de ceux observés dans l'ensemble de la population.

Le niveau de diplôme fait également apparaître des différences. Les diplômés de l'enseignement supérieur déclarent davantage faire confiance aux scientifiques (+7 points), aux associations et ONG spécialisées (+6 points) et aux enseignants (+5 points). À l'inverse, les personnes ayant un niveau brevet ou inférieur, ainsi que celles ayant un niveau d'études secondaires, déclarent moins souvent faire confiance aux scientifiques (-9 et -5 points respectivement) et aux associations et ONG spécialisées (-7 et -4 points).

Le niveau d'inquiétude est lui aussi associé à des différences : les personnes se déclarant inquiètes font davantage confiance aux scientifiques, aux associations et ONG spécialisées et aux enseignants. À l'inverse, les personnes peu inquiètes présentent des niveaux de confiance plus faibles pour l'ensemble des sources d'information proposées.

Tableau 19 - Pour chacune des affirmations suivantes, sur les sujets environnementaux et climatiques, diriez-vous que…

	Total d'accord
…J'aimerais être mieux informé	77
…Je suis plus engagé que les anciennes générations	62
…Je suis particulièrement impliqué et engagé	56
…Je suis bien informé	54
…Je suis plus engagé que les générations plus jeunes que moi	52
…Je ne sais pas où trouver des informations fiables	52

Ajoutée en 2026, cette question vise à appréhender la perception qu'ont les répondants de leur niveau d'information et d'engagement vis-à-vis des autres générations face aux enjeux environnementaux et climatiques. Concernant le niveau d'information, pour la moitié, les publics s'estiment bien informés (54%), mais souhaiteraient également pour une grande partie l'être mieux (77%) tandis que 52% ne savent pas où trouver des informations fiables : ces affirmations vont souvent de pair chez les publics, laissant supposer un trait commun d'intérêt qui pousse à s'être déjà renseigné et vouloir continuer à le faire : on trouve ainsi systématiquement des écarts de + 10pts par rapport à la moyenne chez les personnes très inquiètes vis-à-vis du changement climatique, chez celles ayant déjà subi des conséquences de celui-ci sur son lieu d'habitation, et chez les personnes qui se sentent particulièrement engagés et impliquées sur le sujet.

Si plus de la moitié des Français estime être plus engagée que les autres générations (52% plus se disent plus engagés que les plus jeunes qu'eux, et 62% plus engagés que les anciennes générations), des

différences concernant l'engagement perçu de leur génération apparaissent selon l'âge des répondants. **Les plus jeunes sont ainsi plus nombreux à se considérer plus engagés face aux enjeux environnementaux en comparaison des anciennes générations** : 71 % des 15-24 ans partagent cette opinion.

1.6. L'opinion sur les solutions collectives face au changement climatique et le rôle des différents acteurs

Tableau 20 - De ces quatre (A) / trois (B) opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 A	2026 B
Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour limiter le changement climatique	54	61	59	61	52	56	50	54	57	58	51	60	53	54	59	58	62	59	58	58	60	72
C'est aux Etats de rechercher un accord au niveau mondial pour limiter le changement climatique	25	24	20	18	20	19	23	18	19	20	21	16	20	19	16	18	16	15	16	15	16	-
Le progrès technique permettra de trouver des solutions pour limiter le changement climatique	14	8	9	10	12	10	11	12	11	11	13	11	10	11	14	13	11	13	17	14	10	15
Il n'y a rien à faire, le changement climatique est inévitable	7	7	12	10	15	14	15	15	12	10	14	12	17	16	11	11	10	13	9	13	14	13

Cette question, qui interroge les Français sur des solutions collectives pour limiter les conséquences du changement climatique évolue peu en un an (légère baisse de 4 points de la solution technique).

La question a toutefois fait l'objet d'un test méthodologique : pour une moitié de l'échantillon (B), la modalité « C'est aux États de rechercher un accord au niveau mondial pour limiter le changement climatique » a été supprimée, afin de se concentrer sur l'arbitrage entre deux solutions : le progrès technologique ou l'évolution des modes de vie. Le reliquat de répondants qui comptaient sur une solution étatique se divisent entre ces deux solutions, mais la bascule est supérieure à la faveur de la solution qui consiste à se tourner vers le changement des modes de vie, portant cette affirmation à 72%.

Les réponses font apparaître des différences selon la situation économique des répondants. **Le sentiment qu' « il n'y a rien à faire » face au changement climatique est plus fréquent parmi les personnes déclarant rencontrer des difficultés financières** : parmi eux 23 % adhèrent à cette position, contre 10 % parmi ceux estimant leur situation financière confortable.

L'importance des progrès technologiques pour répondre aux enjeux climatiques sont plutôt cités par les jeunes (20% d'accord pour les 15-17 ans, 15% pour les 18-24 en forme A, et respectivement 28% et 10% en forme B). Les publics se sentant impliqués et engagés sur les sujets environnementaux affirment en majorité la nécessité d'adapter les modes de vie, par opposition à ceux qui se disent pas du tout engagés qui expriment une forme de fatalisme (41% « il n'y a rien à faire » en forme A, et 30% en forme B). Cette dichotomie est également présente en fonction du niveau d'inquiétude : plus on est inquiet du changement climatique, plus on pressent à changer les modes de vie. Les profils de répondants qui se disent très engagées et impliquées présentent néanmoins la particularité de soutenir un peu plus que la moyenne la possibilité de trouver une solution par le progrès technique, même si cela reste minoritaire (19% en forme A, 20% en forme B) : ainsi une portion d'entre eux peuvent associer engagement et recherche d'innovation alimentant leur optimisme face à la transition à entreprendre.

Tableau 21 - Si des changements importants s'avèrent nécessaires dans nos modes de vie, à quelles conditions les accepteriez-vous ? (En premier ? en second ?)

	En premier											
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Qu'ils soient partagés de façon juste entre tous les membres de notre société	52	50	47	47	49	46	44	46	45	43	41	47
Qu'ils soient décidés collectivement, je veux avoir mon mot à dire	15	16	14	16	13	14	15	13	14	17	14	16
Que les inconvénients soient compensés par d'autres avantages (plus de temps libre, plus de solidarité, etc.)	8	9	10	10	9	13	13	13	13	12	14	13
Qu'ils restent dans des proportions modérées, je ne suis pas prêt à accepter des changements radicaux dans mon mode de vie	11	12	12	12	14	15	15	14	17	19	19	13
Je les accepterais dans tous les cas	14	12	17	16	15	12	13	13	11	9	11	11

Comme les années précédentes, la condition la plus souvent sélectionnée en premier pour accepter des changements importants dans les modes de vie demeure la garantie d'un partage juste des efforts entre l'ensemble des membres de la société. Après plusieurs années de recul entre 2019 et 2025, cette attente, qui restait cependant largement en tête des conditions, connaît un net regain en 2026 : elle est désormais citée en premier par 47 % des répondants, soit +6 points qu'en 2025. Elle s'impose ainsi, de très loin, comme la principale condition d'acceptation des transformations liées à la transition écologique. En parallèle, le rejet des solutions radicale est en retrait cette année (13% la citent en premier, soit -6pts par rapport à la vague précédente), revenant à des niveaux mesurés avant 2019 et soulignant une forme

d'urgence à agir. Les moins de 25 ans sont également plus sensibles au fait que les inconvénients des changements nécessaires soient compensés (24% chez les 15-17ans et 19% chez les 18-24 ans contre 13% en moyenne).

Tableau 22 - A votre avis qui serait le plus efficace pour résoudre le problème du changement climatique (En premier)
Et à votre avis, qui agit le plus aujourd'hui pour résoudre le problème du changement climatique ? (En premier) (question ajoutée en 2022)

	Qui serait le plus efficace ? (en premier)												
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 A	2026 B
Chacun d'entre nous, les citoyens	33	33	33	36	36	39	33	37	35	28	30	34	36
Les Etats	25	28	28	27	26	24	25	25	25	26	26	27	-
Les Parlements et les gouvernements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18
Les instances internationales	19	15	15	15	15	14	14	11	10	13	12	11	17
Les entreprises	10	9	10	9	9	8	9	10	12	13	10	11	9
Les collectivités locales (Communes, Départements, Régions)	3	3	3	3	3	4	7	7	7	8	8	9	8
Personne	6	7	8	8	8	6	7	6	7	8	10	6	9
Les associations	3	4	3	2	3	5	5	3	4	4	3	2	3

	Qui agit le plus ? (en premier)					
	2022	2023	2024	2025	2026 A	2026 B
Chacun d'entre nous, les citoyens	25	25	25	24	27	28
Personne	21	19	18	22	19	22
Les associations[11]	19	15	14	11	16	17
Les collectivités locales (Communes, Départements, Régions)	10	11	11	14	14	12
Les Etats	14	16	16	15	12	-
Les Parlements et les gouvernements	-	-	-	-	-	9
Les instances internationales	5	6	8	6	6	7
Les entreprises	6	8	8	6	6	5

[11] « Avant 2024, l'item était libellé « Les associations, fondations, la société civile »

Depuis 2015, le questionnaire interroge la perception des acteurs perçus les plus efficace pour agir, et en complément depuis 2022, ceux perçus comme agissant le plus. En 2026, une modalité de substitution aux « Etat » a été testée sur une partie de l'échantillon, pour la remplacer par « les Parlements et les gouvernements », des acteurs a priori plus identifiables par les répondants. Cette évolution affecte néanmoins assez peu l'ordre attribué aux acteurs jugés les plus efficaces et ceux qui agissent le plus pour lutter contre le changement climatique.

Ainsi depuis que la question existe, les citoyens demeurent les acteurs les plus fréquemment cités en premier, tant en matière d'efficacité que d'action concrète. Alors que les acteurs perçus comme ceux qui seraient les plus efficaces (les états/gouvernements et Parlements, les instances internationales, puis les entreprises) arrivent en bas du classement de ceux qui agissent, derrière les associations et les collectivités locales. De plus, la perception que « personne » n'agit est partagée par 19 à 22% des répondants (forme A/forme B), soit la réponse la plus donnée après la charge portée par les citoyens.

Tableau 23 - Qui agit le plus, et qui est le plus efficace pour résoudre le problème du changement climatique (formulation A) [12]

Qui agit le plus : / Le plus efficace :	Les instances internationales	Les Etats (A)	Les collectivités locales	Les entreprises	Les associations	Chacun d'entre nous, les citoyens	Personne	Total
Les instances internationales	9	14	10	5	19	29	14	100
Les Etats (A)	6	20	10	5	14	26	19	100
Les collectivités locales	7	5	29	9	14	18	18	100
Les entreprises	5	10	13	11	20	27	14	100
Les associations	10	4	11	13	47	10	5	100
Chacun d'entre nous, les citoyens	5	10	15	5	17	32	16	100
Personne	3	5	6	1	4	10	71	100

Ce tableau synthétise et met en regard la perception de l'efficacité des différents acteurs et celle de leur engagement concret dans la lutte contre le changement climatique. Il permet d'évaluer dans quelle mesure les acteurs jugés les plus efficaces sont également perçus comme les plus mobilisés, ou si, au contraire, un décalage existe entre efficacité attribuée et niveau d'action perçu.

[12] Exemple de lecture : Parmi les répondants ayant identifié les instances internationales comme les plus efficaces, 9% considèrent également qu'elles sont les plus actives pour résoudre le problème du changement climatique

Les croisements confirment globalement une faible adéquation entre les acteurs jugés les plus efficaces et ceux perçus comme les plus engagés dans l'action climatique. En dehors de la modalité « Personne », les niveaux de cohérence les plus élevés sont observés pour **les associations (47 %)** et dans une moindre mesure **les citoyens eux-mêmes (32 %)**. Les associations se distinguent particulièrement : lorsqu'elles sont identifiées comme les acteurs les plus efficaces, elles sont également perçues comme les plus actives par **47 %** des répondants, contre seulement **19 %** en 2025. Cette progression témoigne d'un net rapprochement entre l'efficacité qui leur est attribuée et la visibilité de leur action aux yeux du public.

Les instances internationales et les entreprises se distinguent par un faible taux de congruence : ces acteurs, lorsqu'identifiés comme les plus efficaces pour résoudre le problème du changement climatique, ne sont néanmoins pas considérés par la suite comme les plus actifs.

Tableau 24 - Qui agit le plus, et qui est le plus efficace pour résoudre le problème du changement climatique (formulation B)

Qui agit le plus : / Le plus efficace :	Les instances internationales	Les Parlements et les Gouvernements	Les collectivités locales	Les entreprises	Les associations	Chacun d'entre nous, les citoyens	Personne	Total
Les instances internationales	13	6	11	4	20	28	18	100
Les Parlements et les Gouvernements	11	21	10	2	20	21	15	100
Les collectivités locales	7	9	29	5	17	23	11	100
Les entreprises	2	6	12	21	18	30	11	100
Les associations	8	0	4	6	31	44	7	100
Chacun d'entre nous, les citoyens	4	7	14	4	18	33	20	100
Personne	0	3	2	0	3	19	73	100

La modification de la formulation ne modifie que marginalement le niveau de congruence observé pour les acteurs publics : les parlements et gouvernements atteignent un taux de concordance entre efficacité et action de 21 %, très proche de celui observé pour les États (20 %). En revanche, elle s'accompagne d'une nette progression de cette congruence pour les associations, qui passe de 47% à 31 %. À l'inverse, les entreprises apparaissent davantage dissociées en termes d'efficacité et d'action : lorsqu'elles sont perçues comme les plus efficaces, elles sont moins souvent considérées comme les plus actives (11 %, contre 21 % avec la formulation historique). Ces résultats suggèrent que la nouvelle formulation tend à renforcer l'identification des associations comme des acteurs à la fois efficaces et engagés dans l'action, tandis qu'elle affaiblit ce lien dans le cas des entreprises.

Tableau 25 - Pour limiter le changement climatique quel niveau d'action vous semble le plus efficace entre l'action individuelle (les changements de comportement de chacun, nos gestes au quotidien), et l'action collective (l'évolution des politiques publiques, la règlementation, l'offre des entreprises et les infrastructures)[13]

Action individuelle quasi exclusive (1 à 2)	2
Action individuelle majoritaire (3 à 4)	5
Action individuelle et collective (5)	13
Action collective majoritaire (6 à 8)	40
Action collective quasi exclusive (9 à 10)	28
Note moyenne	7,3/10

Cette question, ajoutée en 2026, évalue le niveau d'action considérée comme le plus efficace pour limiter le changement climatique (action individuelles Vs collective). Les réponses indiquent que **les publics accordent en majorité une plus grande efficacité à l'action collective plutôt qu'à l'action individuelle**. Dans le détail, 68 % se situent plutôt du côté de l'action collective sur l'échelle proposée (note de 6 à 10), dont 28 % considérant que celle-ci est presque exclusivement responsable des progrès à accomplir (note 9 à 10). À l'inverse, seuls 7 % privilégient davantage l'action individuelle dont 2 % estiment qu'elle constitue l'unique levier efficace. 13% jugeant l'efficacité entre les deux.

Cette perception apparaît relativement homogène au sein de la population, et ne varie pas sensiblement en fonction des caractéristiques socio-économiques.

[13] Les répondants étaient appelés à donner une note allant de 1 à 10 selon la question suivante : « **Pour limiter le changement climatique quel niveau d'action vous semble le plus efficace entre l'action individuelle** (les changements de comportement de chacun, nos gestes au quotidien)**, et l'action collective** (l'évolution des politiques publiques, la règlementation, l'offre des entreprises et les infrastructures) ? *Vous pouvez moduler votre jugement sur une échelle de 1 (action individuelle) à 10 (action collective).* »

1.7. L'opinion sur les mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique

Tableau 26 - Pensez-vous que votre territoire sera obligé (A) de prendre des mesures importantes dans les décennies à venir pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques ? / sera capable de s'adapter aux nouvelles conditions climatiques (B)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2021	2022	2023	2024	2025	2026 A	2026 B
Oui, certainement	22	23	23	31	26	31	25	33	26	25	25	36	9
Oui, probablement	61	60	59	55	59	54	57	54	57	59	54	55	53
Total "Oui"	**83**	**83**	**82**	**86**	**85**	**85**	**82**	**87**	**84**	**84**	**79**	**91**	**62**
Non, probablement pas	14	14	15	11	12	12	14	10	12	13	14	7	33
Non, certainement pas	2	3	3	2	2	2	4	2	4	3	6	2	4

Depuis 2014, la proportion de Français qui pensent que leur territoire sera obligé de prendre des mesures importantes pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques évolue dans un étiage élevé au-dessus de 80% d'accord. Après une petite baisse en 2025, cette perception augmente de nouveau (+12pts) et atteint son niveau le plus élevé depuis la création de cet indicateur dans le Baromètre.

Les réponses varient fortement selon l'expérience personnelle des répondants**. Les personnes déclarant avoir déjà subi les conséquences de désordres climatiques sont presque unanimement convaincues que les territoires devront s'adapte**r (97 %, contre 83 % parmi celles n'ayant pas vécu de tels événements). Cette différence suggère que l'expérience directe des phénomènes climatiques extrêmes renforce la perception de la nécessité d'agir.

Par ailleurs, en 2026, une variante est introduite dans une portion de l'échantillon pour interroger la capacité des territoires à s'adapter aux nouvelles conditions climatiques. Avec cette nouvelle formulation, **les réponses apparaissent moins consensuelles.** Bien qu'une majorité (62%) pensent que leur territoire sera capable de s'adapter aux changements climatiques, seuls 9 % estiment que leur territoire le sera certainement, tandis que 36 % considèrent qu'il y sera certainement contraint.

Sur cette question de la capacité, **les publics ayant exprimé être à l'aise financièrement sont plus optimistes** : 68% pensent que les territoires seront capables de s'adapter au changement climatique, sans exprimer pour autant plus de certitude (8%), contre 57% pour ceux qui sont confrontés à une situation financière difficile. L'inquiétude vis à vis du changement climatique fait aussi varier cette perception **: les Français se disant très inquiets sont moins optimistes quant à la capacité possible des territoires à évoluer** : 48% pensent que cela sera possible, dont 7% certainement, contre 78% pour ceux qui ne sont pas du tout inquiets (dont 38% certainement). **Les participants n'ayant pas subi les conséquences de**

désordres climatiques sont aussi plus optimistes : 67% d'entre eux jugent que les territoires auront la capacité de s'adapter au changement climatique.

Tableau 27 - Avez-vous connaissance de mesures déjà prises par votre territoire pour s'adapter et mieux faire face aux conséquences du changement climatique ?

	2022	2023	2024	2025	2026
Oui, et elles vous semblent suffisantes	15	22	24	17	11
Oui, et elles ne vous semblent pas suffisantes	35	38	36	42	43
Non, vous n'en avez pas connaissance	49	40	40	41	46

Les répondants expriment avant tout **un sentiment d'insuffisance à l'égard des mesures mises en œuvre par leur territoire pour s'adapter au changement climatique (43%)**. Dans le même temps, la méconnaissance des actions engagées atteint un niveau presque équivalent (46%), soulignant les difficultés des collectivités à rendre visibles leurs initiatives. Au final, seuls 11 % des Français déclarent à la fois connaître les mesures mises en place et les juger satisfaisantes, signe d'un déficit persistant tant en matière d'action perçue que de communication.

Tableau 28 - L'accord de Paris (COP 21) signé en 2015 a fixé l'objectif pour tous les pays signataires de réduire drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 (objectif de neutralité carbone). Pensez-vous que les actions mises en œuvre dans notre pays depuis cette date soient à la hauteur de l'objectif fixé ?

	2025	2026
Oui certainement	9	7
Oui probablement	28	27
Total "Oui"	**37**	**34**
Non probablement pas	43	45
Non certainement pas	19	21

Seul un tiers des répondants (34 %) estime que les actions engagées en France depuis 2015 sont à la hauteur des objectifs fixés par l'Accord de Paris, tandis qu'une majorité considère qu'elles demeurent insuffisantes (+4pts).

Comme l'année dernière, les perceptions diffèrent selon les générations. **Les jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans portent un jugement plus favorable sur les actions engagées depuis la COP21** : 43 % considèrent qu'elles sont à la hauteur des objectifs fixés, contre seulement 29 % des 35-49 ans, qui apparaissent comme la catégorie la plus critique sur ce point.

Tableau 29 - Par rapport aux sujets suivants, diriez-vous qu'il est prioritaire que les pouvoirs publics prennent des mesures supplémentaires pour lutter contre le changement climatique ?[14]

	Tout à fait prioritaire	Plutôt prioritaire	Total
Le logement	43	40	**83**
L'alimentation	37	41	**78**
Le numérique	28	43	**71**
Les voyages et déplacements de longue distance	28	42	**69**
Les biens de consommation	27	37	**63**
Les mobilités et déplacements du quotidien	26	33	**61**

Introduite pour la première fois en 2026, cette question met en lumière les domaines dans lesquels les Français jugent prioritaires de nouvelles mesures de lutte contre le changement climatique. Le logement (83 %) et l'alimentation (78 %) arrivent nettement en tête des attentes, avec près de 4 répondants sur 10 qui considèrent même les actions dans ces domaines comme « tout à fait prioritaires ». Pour autant, les autres champs d'intervention des pouvoirs publics recueillent également des niveaux élevés d'adhésion, traduisant la **diversité des attentes exprimées au-delà du relatif consensus observé sur le logement**.

Des différences apparaissent néanmoins selon les profils : les enjeux liés au numérique et aux biens de consommation sont davantage considérés comme prioritaires par les personnes diplômées du supérieur ainsi que par celles ayant suivi ou suivant des études scientifiques. De leur côté, les mobilités et déplacements du quotidien sont plus fréquemment cités comme prioritaires par les 18-24 ans (73 %) que dans l'ensemble de la population (63 %).

Tableau 30 - Diriez-vous que la lutte contre le changement climatique permet aussi de…

	Tout à fait d'accord	D'accord	Total Accord
… Protéger la nature et le monde animal	57	32	89
… Mieux vaut protéger les conditions de vie des générations futures	50	36	86
… Améliorer la santé de la population	47	37	84
… Améliorer la qualité de vie au quotidien	42	41	83
… Renforcer l'indépendance énergétique de la France à l'égard des pays producteurs d'énergies fossiles	42	40	82

[14] Note de lecture : les pourcentages ne totalisent pas 100 %, chaque répondant indiquant son degré d'accord avec chaque modalité

… Améliorer la souveraineté agro-alimentaire de la France	39	40	79
… Réduire la vulnérabilité des Français aux hausses des prix de l'énergie	36	39	75
… Renforcer la compétitivité de l'économie française et le développement d'innovations technologiques	33	42	75
… Contribuer à redire les inégalités au sein de la société	28	36	64

Introduite en 2026, cette question vise à mieux comprendre les bénéfices que les Français associent aux actions de lutte contre le changement climatique. Parmi les effets positifs envisagés, la protection de la nature et du monde animal apparaît comme le plus consensuel : 89 % des répondants adhèrent à cette idée, dont 57 % se déclarent « tout à fait d'accord ». Cette perception est encore plus marquée chez les 65 ans et plus (93 %). Plus largement, les résultats témoignent d'une forte adhésion à l'ensemble des cobénéfices proposés : aucun d'entre eux n'est approuvé par moins de deux tiers des répondants. Cette adhésion est particulièrement élevée parmi les personnes préoccupées par le changement climatique, celles qui se sentent impliquées et engagées sur ces enjeux, ainsi que celles ayant déjà été confrontées aux conséquences d'événements climatiques, qui affichent des niveaux d'accord supérieurs dans l'ensemble des domaines testés.

Si la réduction des inégalités au sein de la société apparaît comme le bénéfice le moins consensuel, elle recueille néanmoins l'adhésion d'une large majorité de répondants (64 %).

1.8. L'engagement personnel déclaré face au changement climatique

Tableau 31 - Actuellement, diriez-vous que pour réduire vos émissions de gaz à effet de serre, … ?

	2023	2024	2025	2026
… Vous faites votre maximum	33	31	31	30
… Vous faites des efforts mais vous pourriez en faire plus	51	55	50	54
… Vous ne faites aucun effort particulier, mais vous pourriez en faire	9	9	11	8
… Vous ne faites aucun effort particulier, parce que vous ne pouvez pas faire autrement	4	3	4	5
… Vous ne souhaitez pas faire d'effort	3	2	4	3

Cette année encore, les résultats apparaissent globalement stables concernant l'auto-évaluation des efforts individuels visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Un peu moins d'un tiers des répondants considère « faire son maximum » pour limiter son impact environnemental, tandis qu'un peu

plus d'un répondant sur deux estiment déjà faire des efforts mais pouvoir encore aller plus loin. **Au total, près des deux tiers des Français estiment pouvoir faire plus d'efforts (62%).**

Des différences significatives apparaissent toutefois selon l'âge**. Les plus jeunes sont moins nombreux à considérer qu'ils font déjà leur maximum** : cette opinion est partagée par seulement 11 % des 15-17 ans et 20 % des 18-24 ans, contre 30 % dans l'ensemble de la population. La situation financière joue également un rôle**. Les personnes déclarant vivre facilement avec les revenus de leur ménage sont plus nombreuses à considérer qu'elles pourraient faire davantage** (68 %). À l'inverse, **cette proportion est plus faible parmi les répondants indiquant s'en sortir très difficilement financièrement (58%)**.

Tableau 32 - A quelles conditions seriez-vous prêt à faire davantage d'effort pour réduire vos émissions de gaz à effet de serre ? (En premier ? en second ?)

	En premier	Au total
Si les alternatives coûtaient moins chères (produits bio, écolabellisés, train, véhicules électriques, etc.)	30	48
Si j'avais la preuve que ces efforts sont réellement efficaces	14	26
Si les entreprises faisaient leur part	13	26
S'il y avait plus d'offres disponibles en matière de biens et services pour faire autrement (consommation du quotidien, transports…)	11	27
Si les autres citoyens faisaient les mêmes efforts	10	23
Si j'avais plus d'information sur les efforts à prioriser	9	19
S'il y avait une réglementation plus stricte et que je n'avais pas le choix	5	12
Si le changement d'habitude demandait moins de temps ou d'organisation	3	8
Je ne souhaite pas faire davantage d'efforts	5	5

Introduite en 2026, cette question vise à identifier les conditions qui pourraient conduire les Français à renforcer leurs efforts pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Parmi les différentes conditions proposées, **la dimension économique s'impose nettement** : **30 % des répondants citent en priorité le fait que les alternatives soient moins coûteuses, un niveau largement supérieur à celui des autres options testées**. Au total, près d'un répondant sur deux cite cette condition en première ou seconde, ce qui souligne le poids des contraintes matérielles dans l'acceptation d'efforts supplémentaires, une attente qui s'exprime de manière relativement homogène au sein de la population. La possibilité de disposer d'alternatives plus nombreuses apparaît également parmi les leviers évoqués, citée en première ou seconde position par 26% des répondants.

La répartition des efforts entre les différents acteurs constitue également une attente importante. Ainsi, 26 % des Français citent les efforts réalisés par les entreprises parmi les conditions susceptibles de les inciter à agir davantage, et 23 % mentionnent ceux réalisés par les autres citoyens.

L'efficacité perçue des efforts demandés constitue un autre élément important : 14 % des Français citent en premier le fait d'être assurés que leurs efforts auront un réel effet, et 26 % le mentionnent au total.

Enfin, **seuls 5 % des répondants déclarent ne pas souhaiter faire davantage d'efforts**. La faible proportion de cette réponse suggère que, pour une large majorité des Français, la possibilité d'efforts supplémentaires n'est pas exclue, mais plutôt sous condition.

Tableau 33 - Dans quel domaine pourriez-vous agir davantage pour réduire vos émissions de gaz à effet de serre ? (En premier ? en second ?)

	En premier
La consommation d'énergie dans mon logement	18
Mon alimentation	16
Mes déplacements du quotidien	14
Mes achats de vêtements, équipements, mobilier	13
Mes équipements et usages numériques	13
Mes voyages et loisirs	13
Aucun de ces domaines	13

Cette autre nouvelle question cherche à identifier les domaines dans lesquels les Français seraient prêts à agir davantage. **Les répondants citent en premier lieu la consommation d'énergie dans leur logement (18 %) et leur alimentation (16 %).** Il est ici aussi intéressant de noter que, au global, seuls 13% des participants disent ne pouvoir agir dans aucun des domaines, indiquant qu'une possible marge d'évolution dans leurs actions peut paraître concevable par la majorité des publics.

Les publics jeunes se distinguent par une proportion plus élevée (+7pts pour les 15 – 17 ans et +4pts pour les 18 – 24) à citer pouvoir agir dans le cadre des usages numérique (durée de vie des appareils, privilégier la réparation, réduire certains usages). Au contraire, ils sont moins nombreux à dire pouvoir agir sur les voyages et loisirs (respectivement -7 et – 4 pts) là où les plus de 65 ans sont plus nombreux à citer ce domaine (+5pts), mais également à déclarer ne pouvoir agir dans aucun des domaines proposés (+4 pts). Cette dernière proposition est également largement plus choisie par les publics se déclarant pas du tout inquiets face au changement climatique (58%, soit +45 pts)

Les CSP+ se distinguent pour leur part en étant 4 points de pourcentage au-dessus de l'ensemble de la population concernant la possibilité d'agir sur les déplacements du quotidien (privilégier le covoiturage, les transports en commun, le vélo, etc.).

Tableau 34 - Je vais vous citer des actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune, dites-moi si … [15]

	… Vous le faites déjà																						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 A	2026 B
Trier les déchets	81	81	83	86	87	83	83	86	84	79	80	76	80	79	82	82	80	84	83	79	81	83	-
Trier les déchets alimentaires (compost, apport dans les bacs pour biodéchets)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	77
Veiller à acheter des légumes de saison	-	-	-	66	64	63	67	67	76	63	62	58	64	64	68	68	67	70	73	67	71	71	70
Baisser la température de son logement et /ou limiter la climatisation[16]	46	52	54	54	55	50	51	50	51	51	50	48	48	61	64	61	65	67	70	69	67	68	62
Entretenir et réparer vos biens matériels pour prolonger leur durée de vie au maximum	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	59	60	60
Consommer moins	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37	47	48	48	54	53	56	53	56	54	-
Consommer moins de bien matériels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	52
Ne plus / pas prendre l'avion pour ses/les loisirs[17]	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36	40	43	48	47	56	50	52	54	55
Acheter de préférence des produits locaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	51	55	56	54	52	53	54	53	53
Limiter la consommation de viande de mon/votre foyer	-	-	-	41	42	37	38	42	46	36	38	39	42	45	50	46	50	51	52	50	53	51	-
Limiter la consommation de viande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	46
Choisir des produits avec peu d'emballage	-	-	-	-	-	-	48	49	51	41	39	38	41	39	41	45	47	48	49	47	49	47	48
Se déplacer en vélo (ou à pied)	-	-	-	23	22	20	21	25	24	19	18	17	36	35	36	36	38	38	41	39	41	41	45

[15] Pour l'ensemble des tableaux suivants, certaines modalités ont eu des évolutions de formulation au fil des vagues. Ces changements sont explicités en tableau 32 et valent jusqu'au tableau 35.

[16] Ajout de la mention sur la climatisation en 2018

[17] Jusqu'en 2021, l'item était « Ne plus prendre l'avion pour ses loisirs »

plutôt qu'en voiture[18]																							
Limiter les usages du numérique à fort impact	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	38	37
Choisir des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement (écolabels)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28	28	34	40	39	43	36	37	38	39	37	41
Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture	31	35	33	33	31	31	32	33	37	30	31	27	33	30	28	29	30	32	32	33	32	36	37
Faire des travaux d'isolation thermique dans son logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35	34
Privilégier les achats de vêtements de seconde main plutôt que les achats neufs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27	30	34	31	33	34	39
Choisir pour mon épargne une banque et/ou des placements financiers qui respectent l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20	24	27	27	27	27
Investir dans une énergie renouvelable pour votre domicile	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24	27
Faire du covoiturage ou de l'autopartage	-	-	-	-	-	-	17	18	20	16	18	15	19	19	18	18	19	17	17	20	21	22	25
Passer à un véhicule électrique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	12

Tableau 35 - Je vais vous citer des actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune, dites-moi si …

	… Vous pourriez le faire assez facilement																						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 A	2026 B
Choisir pour mon épargne une banque et/ou des placements financiers qui respectent l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	44	41	42	38	43	43

[18] Ajout de la mention « ou à pied » en 2017

Choisir des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement (écolabels)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	51	55	44	41	43	39	44	40	41	37	42	41
Choisir des produits avec peu d'emballage	-	-	-	-	-	-	40	38	36	42	47	46	49	43	43	39	38	39	36	39	34	39	39
Limiter les usages du numérique à fort impact	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32	33
Acheter de préférence des produits locaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31	30	30	30	29	31	26	31	27
Privilégier les achats de vêtements de seconde main plutôt que les achats neufs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28	27	25	30	24	30	27
Consommer moins	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	44	33	32	32	30	29	28	31	25	29	-
Consommer moins de bien matériels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31
Entretenir et réparer vos biens matériels pour prolonger leur durée de vie au maximum	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24	27	26
Faire du covoiturage ou de l'autopartage	-	-	-	-	-	-	29	27	30	27	27	28	27	27	24	22	24	21	21	27	20	27	25
Investir dans une énergie renouvelable pour votre domicile	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26	25
Passer à un véhicule électrique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25	24
Faire des travaux d'isolation thermique dans son logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23	24
Limiter la consommation de viande de mon/votre foyer[19]	-	-	-	31	31	37	31	31	26	32	34	32	31	27	23	25	24	23	22	26	20	22	-
Limiter la consommation de viande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23

[19] Transformation de « mon » foyer en « votre » foyer en 2026

Se déplacer en vélo (ou à pied) plutôt qu'en voiture	-	-	-	23	21	19	22	21	23	20	25	22	23	20	19	20	21	19	18	22	15	22	19
Veiller à acheter des légumes de saison	-	-	-	23	25	26	23	23	18	27	28	30	30	23	23	22	23	21	19	25	19	21	22
Ne plus / pas prendre l'avion pour ses/les loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24	23	24	24	22	19	25	19	19	19
Baisser la température de son logement et /ou limiter la climatisation	28	21	22	22	20	20	20	22	20	25	25	28	28	20	19	22	20	19	15	18	17	18	19
Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture	19	13	27	17	14	17	19	17	19	15	19	20	22	19	20	18	18	15	16	22	17	18	18
Trier les déchets	13	12	12	9	9	11	13	10	11	11	13	15	14	10	10	13	10	10	10	16	12	11	-
Trier les déchets alimentaires (compost, apport dans les bacs pour biodéchets)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14

Tableau 36 - Je vais vous citer des actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune, dites-moi si …

	…Vous pourriez le faire assez difficilement																						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 A	2026 B
Passer à un véhicule électrique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30	31
Investir dans une énergie renouvelable pour votre domicile	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22	23
Faire des travaux d'isolation thermique dans son logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21	20
Faire du covoiturage ou de l'autopartage	-	-	-	-	-	-	22	22	19	29	31	31	32	26	25	22	23	26	23	21	23	21	21
Limiter les usages du numérique à fort impact	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20	21
Privilégier les achats de vêtements de seconde main	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23	25	22	22	22	20	20

plutôt que les achats neufs																							
Se déplacer en vélo (ou à pied) plutôt qu'en voiture	-	-	-	26	29	28	30	24	23	29	27	29	24	20	21	19	17	20	18	17	18	19	17
Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture	24	22	21	24	29	24	23	20	19	26	25	25	24	21	18	19	21	21	21	17	19	19	18
Choisir pour mon épargne une banque et/ou des placements financiers qui respectent l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19	15	14	16	17	15
Ne plus / pas prendre l'avion pour ses loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19	18	17	16	17	13	13	16	17	14
Limiter la consommation de viande de mon/votre foyer	-	-	-	20	19	16	22	19	19	21	20	17	20	15	16	18	16	16	15	14	16	16	-
Limiter la consommation de viande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18
Choisir des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement (écolabels)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	15	12	13	12	10	14	15	15	17	16	14
Consommer moins	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	11	14	14	12	13	10	12	12	13	-
Consommer moins de bien matériels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
Acheter de préférence des produits locaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	11	10	12	15	12	14	12	16
Choisir des produits avec peu d'emballage	-	-	-	-	-	-	10	10	9	11	9	9	9	10	12	10	12	10	11	11	12	10	10
Entretenir et réparer vos biens matériels pour prolonger leur durée de vie au maximum	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12	10	9
Baisser la température de son logement et /ou limiter la climatisation	14	14	14	13	16	17	17	15	17	16	16	15	18	9	10	10	8	8	7	6	9	8	9
Veiller à acheter des légumes de saison	-	-	-	9	9	8	7	7	4	5	6	6	5	5	5	6	6	7	5	5	7	6	7
Trier les déchets	3	5	4	4	2	4	3	3	3	4	3	3	5	3	5	4	4	4	5	3	5	4	-
Trier les déchets alimentaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6

(compost, apport dans les bacs pour biodéchets)																							

Tableau 37 - Je vais vous citer des actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune, dites-moi si…

	…Vous ne pouvez pas le faire																						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 A	2026 B
Passer à un véhicule électrique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32	32
Faire du covoiturage ou de l'autopartage	-	-	-	-	-	-	31	32	30	24	20	21	22	23	30	35	36	33	37	21	34	30	29
Investir dans une énergie renouvelable pour votre domicile	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28	27
Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture	26	30	17	26	26	29	27	28	24	24	22	23	21	25	32	32	30	31	30	28	31	27	27
Faire des travaux d'isolation thermique dans son logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21	22
Se déplacer en vélo (ou à pied) plutôt qu'en voiture	-	-	-	28	29	32	27	30	30	28	26	26	16	21	22	22	23	22	22	21	25	18	20
Privilégier les achats de vêtements de seconde main plutôt que les achats neufs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21	17	18	17	19	16	13
Choisir pour mon épargne une banque et/ou des placements financiers qui respectent l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12	15	15	15	13	15
Limiter la consommation de viande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
Limiter la consommation de viande de mon/votre foyer	-	-	-	7	8	10	9	9	10	7	5	7	7	8	9	9	10	9	10	9	10	11	-
Ne plus / pas prendre l'avion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16	15	12	11	12	11	12	12	10	12

pour ses/les loisirs																							
Limiter les usages du numérique à fort impact	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	9
Baisser la température de son logement et /ou limiter la climatisation	12	12	9	10	9	12	11	12	11	4	5	4	6	5	5	5	6	5	7	5	6	6	6
Choisir des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement (écolabels)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2	5	4	4	4	4	6	5	6	5	5
Choisir des produits avec peu d'emballage	-	-	-	-	-	-	2	3	3	1	1	2	1	3	3	4	4	2	4	3	4	4	3
Acheter de préférence des produits locaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3	4	4	3	4	5	4	4
Consommer moins	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	4	4	4	5	4	5	4	6	4	-
Consommer moins de bien matériels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Entretenir et réparer vos biens matériels pour prolonger leur durée de vie au maximum	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	3	4
Trier les déchets	2	2	1	2	2	2	1	1	2	1	1	1	1	2	2	2	2	1	2	2	3	2	-
Trier les déchets alimentaires (compost, apport dans les bacs pour biodéchets)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Veiller à acheter des légumes de saison	-	-	-	3	2	3	2	3	2	1	-	1	1	3	3	2	3	2	2	2	3	2	2

L'ensemble des tableaux 27 à 30 présentent différentes pratiques favorables à l'environnement, selon quatre niveaux d'engagement : les pratiques déjà mises en œuvre, celles que les répondants estiment pouvoir adopter assez facilement, celles dont la mise en œuvre leur semblerait plus difficile, et celles qu'il n'est pas possible de mettre en œuvre. **Suivis depuis plus de vingt ans, ces indicateurs permettent d'observer l'évolution des comportements vertueux, ainsi que les difficultés à faire évoluer certaines pratiques**. En 2026, plusieurs modifications de formulation ont été testées auprès d'une moitié de l'échantillon afin de préciser certaines pratiques, sans effet notable mesuré néanmoins.

Concernant l'évolution globale des différentes actions depuis le début de leur suivi, **plusieurs pratiques enregistrent une progression importante**. C'est notamment le cas de l'attention portée à l'achat de légumes de saison (+14 points depuis 2008), de la réduction de la consommation (+17 points depuis 2017),

de la limitation des déplacements en avion pour les loisirs (+18 depuis 2018) et du recours au vélo ou à la marche plutôt qu'à la voiture (+18 points depuis 2008).

D'autres pratiques apparaissent davantage installées dans les habitudes. Le tri des déchets, suivi depuis 2007, reste une pratique largement partagée et connaît peu de variations au fil du temps. L'achat de produits locaux, intégré au suivi en 2019, ainsi que le choix de produits avec peu ou pas d'emballages s'inscrivent également parmi les pratiques régulièrement déclarées et à des taux similaires.

Comme les années précédentes, les actions les plus largement adoptées en 2026 sont celles qui relèvent de gestes désormais bien installés dans les habitudes quotidiennes et qui n'impliquent pas nécessairement de contraintes financières importantes. C'est notamment le cas du tri des déchets (83 %), de l'achat de fruits et légumes de saison (71 %), de la baisse de la température du logement en hiver ou de la limitation de la climatisation en été (68 %) ou encore de la réduction de la consommation de biens matériels (54 %).

Concernant les actions qui ne sont pas encore pratiquées, le fait de choisir une épargne ou un placement financier respectueux de l'environnement est considéré par 43% des publics comme pouvant être facilement réalisé, suivi de près par le fait de choisir des produits avec des écolabels (42%) et ayant peu d'emballage (39%). Au contraire, **l'action qui se distingue par un plus fort taux de difficulté ressentie pour sa réalisation est le passage à la voiture électrique, citée comme difficile par 30% des Français.**

Les pratiques déclarées varient toutefois selon les caractéristiques des répondants**. Les générations les plus âgées apparaissent globalement plus engagées dans plusieurs comportements du quotidien.** Les personnes âgées de 65 ans et plus sont plus nombreuses à trier leurs déchets (88 % contre 68 % des 18-24 ans), à privilégier les produits alimentaires locaux (63 % contre 39 %) et de saison (78 % contre 56 %) ou encore à réduire le chauffage en hiver et limiter l'usage de la climatisation en été (78 % contre 55 %).

À l'inverse**, les plus jeunes déclarent davantage mettre en œuvre des pratiques liées aux mobilités :** 58 % des 18-24 ans indiquent utiliser les transports en commun plutôt que la voiture (contre 30 % des 65 ans et plus) et 31 % avoir recours au covoiturage (contre 14 %).

Les femmes déclarent également plus fréquemment certaines pratiques liées à la consommation quotidienne. Elles sont plus nombreuses que les hommes à acheter des fruits et légumes de saison (78 % contre 59 %), des produits locaux (53 % contre 39 %), à réduire leur consommation de biens matériels (63 % contre 42 %) ou encore à privilégier les achats de seconde main (42 % contre 25 %).

Conclusion

La vague 2026 du Baromètre a été marquée par un contexte exceptionnel, avec une période d'enquête au cœur des épisodes caniculaires de l'été. Or on sait que l'opinion est très sensible aux effets conjoncturels notamment lors des vagues de chaleur ou lorsque le sujet est très présent médiatiquement Si, par ailleurs, des évolutions méthodologiques[20] invitent à prendre avec précaution les résultats obtenus cette année, leur cohérence d'ensemble et la convergence de plusieurs indicateurs suggèrent l'existence de dynamiques réelles dont les prochaines éditions du baromètre permettront de confirmer, ou non, l'ampleur et la stabilité dans le temps.

Le changement climatique apparaît, en 2026, comme une réalité vécue et / ou observée, bien tangible. La part des Français déclarant subir les désordres climatiques là où ils habitent poursuit une tendance à la hausse atteignant cette année 55%.
Les Français expriment un niveau d'inquiétude en forte augmentation par rapport à 2025 (+10 points), touchant plus de huit Français sur dix.
Les résultats montrent aussi une progression du pessimisme sur le futur : les Français doutent majoritairement de la capacité collective à contenir le changement climatique à des niveaux raisonnables et sont de plus en plus nombreux à anticiper une dégradation des conditions de vie dans les décennies à venir (80%, +15pts et le plus haut niveau jamais atteint).

Cette évolution s'accompagne de l'augmentation de la proportion de Français qui identifient l'activité humaine comme responsable du changement climatique (70%, +9pts) face à un phénomène naturel qui aurait toujours existé ou la remise en cause de la réalité même du changement climatique. A noter cependant que lorsqu'on ajoute une modalité mentionnant le doute sur ses causes (nouvelle question testée cette année), cette réponse arrive en deuxième position et la part des personnes convaincues de la cause anthropique du phénomène descend à 61%. Les Français accordent également une large confiance aux scientifiques et considèrent en majorité qu'ils évaluent correctement les risques climatiques.

Cette montée des préoccupations s'accompagne d'attentes fortes à l'égard de l'action collective, jugée plus efficace que l'action individuelle pour limiter le changement climatique. Les Français expriment également une attente de mesures supplémentaires de la part des pouvoirs publics dans l'ensemble des domaines testés, en premier lieu dans le logement (83 %) et l'alimentation (78 %). À l'échelle des territoires, si une très large majorité considère que des mesures d'adaptation seront nécessaires (91%, +12pts),

[20] Recours à des quotas croisés âge × sexe, évolution du questionnaire, changement de prestataire

l'opinion sur la capacité de leur territoire à s'adapter aux nouvelles conditions climatiques, bien que majoritaire, se montre moins consensuelle (62%, dont seulement 9% disent « certainement capable »). Et seuls 11% estiment que les mesures dont ils ont connaissance sont suffisantes.

Les comportements pro-environnementaux apparaissent globalement stables ces dernières années, après une progression de nombreuses pratiques sur le temps long, tandis que la plupart des répondants estiment pouvoir faire davantage d'efforts. Cette disposition à aller plus loin apparaît toutefois conditionnée par les moyens donnés aux individus pour agir : disposer d'alternatives plus accessibles et plus nombreuses, être assuré de l'efficacité des efforts réalisés, mais aussi voir ces efforts partagés par les autres acteurs de la société.

Les résultats de cette édition mettent ainsi en évidence un décalage déjà perceptible lors des enquêtes précédentes: les Français apparaissent à la fois plus conscients des risques climatiques de plus en plus tangibles, plus inquiets et plus pessimistes vis-à-vis des conséquences sur leurs conditions de vie, mais expriment dans le même temps des doutes sur la capacité des institutions à répondre à l'ampleur des transformations nécessaires qu'il s'agisse des capacités d'adaptation des territoires ou des actions mises en œuvre à l'échelle nationale pour répondre aux objectifs de l'Accord de Paris.

Index des tableaux

Tableau 1-Dans cette liste, quelle est la question qui vous paraît la plus importante/prioritaire aujourd'hui pour la France ? (En premier ? En second ? En troisième ?) 8
Tableau 2 - Dites-moi si la protection de l'environnement est importante ou pas pour vous. Vous donnerez la note 10 si elle est d'une extrême importance, la note 1 si elle n'a aucune importance. Les notes intermédiaires servent à nuancer votre jugement. 9
Tableau 3 -Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quels sont les deux qui vous semblent les plus préoccupants ? (En premier ? En second ?) 10
Tableau 4– Personnellement, êtes-vous inquiet ou pas concernant le changement climatique ? 11
Tableau 5- A titre personnel, quand vous pensez au changement climatique, vous ressentez… ? (En premier ? En second ?) 12
Tableau 6- Quels sont les conséquences du changement climatique qui vous inquiètent le plus (en premier ? en second ?)..... 13
Tableau 7– Quels sont les 5 premiers mots ou expressions qui vous viennent spontanément à l'esprit quand vous pensez au changement climatique ? 14
Tableau 8- Là où vous habitez, avez-vous déjà subi les conséquences de désordres climatiques ?.. 15
Tableau 9- Plus largement, ces dernières années avez-vous déjà constaté sur les territoires que vous connaissez bien en France une intensification… 15
Tableau 10 - Par rapport aux effets du changement climatique, diriez-vous que … 16
Tableau 11 - Les conséquences possibles du changement climatique vous amènent-elles à réfléchir à vos choix pour l'avenir concernant... 17
Tableau 12 - Si le changement climatique continue, à votre avis, quelles seront les conséquences en France d'ici une cinquantaine d'années ? 18
Tableau 13 -Pensez-vous que le changement climatique sera limité à des niveaux raisonnables d'ici à la fin du siècle ?..... 18
Tableau 14 - On entend parfois des critiques contre les scientifiques qui étudient les évolutions du climat, disant qu'ils exagèrent les risques du changement climatique. D'autres disent au contraire que les scientifiques évaluent correctement les risques. Quelle..... 19
Tableau 15 - Parmi ces trois (A) / quatre (B) opinions, laquelle est la plus proche de la vôtre ? 20
Tableau 16 - Comment vous informez-vous sur les sujets en lien avec l'environnement, le changement climatique (En premier ? en second ?)..... 21
Tableau 17 - (Aux personnes qui utilisent les réseaux sociaux pour s'informer sur l'environnement) À quelle fréquence allez-vous sur les réseaux sociaux suivants pour vous informer sur les sujets en lien avec l'environnement, le changement climatique ? 22
Tableau 18 - Sur les questions liées au changement climatique, direz-vous que chacune des sources d'information suivantes vous inspire plutôt… ? 23
Tableau 19 - Pour chacune des affirmations suivantes, sur les sujets environnementaux et climatiques, diriez-vous que… 24
Tableau 20 - De ces quatre (A) / trois (B) opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?..... 25
Tableau 21 - Si des changements importants s'avèrent nécessaires dans nos modes de vie, à quelles conditions les accepteriez-vous ? (En premier ? en second ?)..... 26
Tableau 22 - A votre avis qui serait le plus efficace pour résoudre le problème du changement climatique (En premier) 27
Et à votre avis, qui agit le plus aujourd'hui pour résoudre le problème du changement climatique ? (En premier) (question ajoutée en 2022) 27
Tableau 23 - Qui agit le plus, et qui est le plus efficace pour résoudre le problème du changement climatique (formulation A)..... 28
Tableau 24 - Qui agit le plus, et qui est le plus efficace pour résoudre le problème du changement climatique (formulation B)..... 29
Tableau 25 - Pour limiter le changement climatique quel niveau d'action vous semble le plus efficace entre l'action individuelle (les changements de comportement de chacun, nos gestes au quotidien), et l'action collective (l'évolution des politiques publiques, la règlementation, l'offre des entreprises et les infrastructures)..... 30
Tableau 26 - Pensez-vous que votre territoire sera obligé (A) de prendre des mesures importantes dans les décennies à venir pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques ? / sera capable de s'adapter aux nouvelles conditions climatiques (B) 31

Tableau 27 - Avez-vous connaissance de mesures déjà prises par votre territoire pour s'adapter et mieux faire face aux conséquences du changement climatique ? 32
Tableau 28 - L'accord de Paris (COP 21) signé en 2015 a fixé l'objectif pour tous les pays signataires de réduire drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 (objectif de neutralité carbone). Pensez-vous que les actions mises en œuvre dans notre pays depuis cette date soient à la hauteur de l'objectif fixé ? 32
Tableau 29 - Par rapport aux sujets suivants, diriez-vous qu'il est prioritaire que les pouvoirs publics prennent des mesures supplémentaires pour lutter contre le changement climatique ? 33
Tableau 30 - Diriez-vous que la lutte contre le changement climatique permet aussi de… 33
Tableau 31 - Actuellement, diriez-vous que pour réduire vos émissions de gaz à effet de serre, … ? 34
Tableau 32 - A quelles conditions seriez-vous prêt à faire davantage d'effort pour réduire vos émissions de gaz à effet de serre ? (En premier ? en second ?) 35
Tableau 33 - Dans quel domaine pourriez-vous agir davantage pour réduire vos émissions de gaz à effet de serre ? (En premier ? en second ?) 36
Tableau 34 - Je vais vous citer des actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune, dites-moi si … 37
Tableau 35 - Je vais vous citer des actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune, dites-moi si … 38
Tableau 36 - Je vais vous citer des actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune, dites-moi si … 40
Tableau 37 - Je vais vous citer des actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune, dites-moi si… 42

L'ADEME EN BREF

Au cœur des missions qui lui sont confiées par le ministère de la Transition écologique, le ministère en charge de l'Energie et le ministère en charge de la Recherche, l'ADEME - l'Agence de la transition écologique – partage ses expertises, assure le financement et l'accompagnement de projets de transformation dans des domaines variés : énergie, économie circulaire, décarbonation de l'industrie, mobilité, bâtiment, qualité de l'air, consommation et production responsables, alimentation durable, bioéconomie, gestion des sols, adaptation au changement climatique et transition juste.

L'ADEME mobilise les citoyens, les entreprises et les territoires pour les aider à progresser vers une société plus sobre en carbone et économe en ressources. Résolument engagée dans la lutte contre le changement climatique et la dégradation des ressources, elle conseille, facilite et soutient les initiatives, de la recherche à la diffusion des solutions.

Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), l'ADEME met également ses capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

LES COLLECTIONS DE
L'**ADEME**

FAITS ET CHIFFRES
L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.

CLÉS POUR AGIR
L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.

ILS L'ONT FAIT
L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.

EXPERTISES
L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard

HORIZONS
L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ADEME
AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

EXPERTISES

LES FRANÇAIS ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : ETAT DE L'OPINION EN 2026

Cette édition 2026 est marquée par un renforcement de la perception des effets du changement climatique au sein de la population Française. Les Français se montrent plus inquiets face à ce phénomène, et sont plus nombreux à avoir observé ses conséquences. Cette expérience s'accompagne d'un pessimiste accru.

Dans le même temps, les comportements individuels favorables à l'environnement apparaissent globalement stables. Les publics renseignent néanmoins que les efforts dépendent des conditions d'accessibilité et du coût des alternatives possibles.

Ces évolutions s'accompagnent d'une attente à l'égard de l'action publique pour faire face au changement climatique. Les mesures actuellement mises en œuvre sont majoritairement jugées comme insuffisantes

Depuis 2000, l'ADEME conduit une enquête administrée chaque année auprès d'échantillons représentatifs de la population Française permettant de dresser un tableau des représentations sociales du changement climatique et de leurs évolutions.

Cette enquête s'intéresse à la place de l'environnement dans les préoccupations des Français, les représentations des causes et conséquences du changement climatique, l'opinion sur les solutions et mesures de politiques publiques ainsi que les pratiques et l'engagement individuel déclaré.

Chaque année, l'enquête est également réalisée auprès d'un sur-échantillon. Cette année il a porté sur les jeunes de moins de 30 ans dont les résultats sont présentés dans un autre rapport.